

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société HUTTENES ALBERTUS
Commune de Pont-Sainte-Maxence**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2013 modifiant les prescriptions réglementant le fonctionnement de la société HUTTENES ALBERTUS à Pont-Sainte-Maxence ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2022 prescrivant à la société HUTTENES ALBERTUS la réalisation d'une étude technique économique et d'un plan d'actions relatif à la réduction des prélèvements en eau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant publié au Journal Officiel le 6 avril 2022 ;

Vu l'arrêté cadre du 29 juillet 2022 délimitant les zones hydrographiques homogènes sur le département de l'Oise définissant les seuils en cas de sécheresse et la nature des mesures coordonnées de gestion de l'eau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'étude technico-économique pour l'optimisation de la gestion globale de l'eau du 13 juillet 2023 de la société HUTTENES ALBERTUS ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 4 juillet 2025 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant par courriel du 8 juillet 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant sur le présent projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant ce qui suit :

1. L'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;
2. L'objectif de réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et 25 % en 15 ans fixé dans la feuille de route découlant des Assises de l'eau, et rappelé par la ministre de la Transition écologique et solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 susvisée ;
3. L'établissement est autorisé à prélever directement dans la masse d'eau « Alluvions de l'Oise » ;
4. Par arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2022 susvisé, la réalisation d'une étude technico-économique de réduction des prélèvements d'eau avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019 a été prescrite à l'exploitant ;
5. D'après l'étude technico-économique du 13 juillet 2023, la mise en place des différentes actions a permis de réduire de 21 % la consommation en eau depuis 2017 ;
6. Il convient d'acter ces diminutions de consommation en prescrivant un seuil de prélèvement annuel maximal à 145 000 m³ qui, d'après la société HUTTENES ALBERTUS, correspondrait aux demandes des clients concernant les volumes de fabrication et permettrait d'assurer une sécurité suffisante pendant les phases de fabrication ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société HUTTENES ALBERTUS, dont le siège social est situé ZI de Pont de Brenouille – BP 30309 – 60723 Pont-Sainte-Maxence, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site situé à la même adresse.

Article 2 : Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles	Nature des modifications
Arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2013	4.1.1.	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2013	4.1.2.2.1	Supprimé et remplacé par l'article 4 du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2022	Tous	Supprimés

Article 3 : Origine des approvisionnements en eau

Les prescriptions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2013 sont remplacées par :

« Les prélèvements maximaux d'eau brute et d'eau potable de la société HUTTENES sont les suivants :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal journalier de prélèvement (m ³ /j)
Masse d'eau souterraine	Alluvions de l'Oise	145 000	660
Réseau public	Pont-Sainte-Maxence	7 000	40

Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, ou prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire. »

Article 4 : Relevé des prélèvements d'eaux

Les prescriptions de l'article 4.1.2.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2013 sont remplacées par :

« Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué :

- journallement pour les prélèvements en eau souterraine ;
- hebdomadairement pour les prélèvements d'eau dans le réseau public.

Ces informations font l'objet d'un enregistrement et sont transmises à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur. »

Article 5 :

L'exploitant étudie la possibilité de substituer une partie de l'eau potable utilisée par de l'eau souterraine dans le but de garantir l'utilisation de l'eau potable pour des usages potables. Cette étude est à transmettre à l'inspection des installations classées sous 9 mois.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

- 1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;
- 2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 : Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Pont-Sainte-Maxence pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Pont-Sainte-Maxence fait connaître, par procès-verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Pont-Sainte-Maxence, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le **31 JUIL. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société HUTTENES ALBERTUS

Le sous-préfet de Senlis

Le maire de Pont-Sainte-Maxence

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

